Zeitschrift: Annuaire suisse de science politique = Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft

Herausgeber: Schweizerische Vereinigung für Politische Wissenschaft

Band: 15 (1975)

Artikel: Dritte Welt und internationale Entwicklungszusammenarbeit = Tiers monde et coopération internationale pour le développement

Autor: Preiswerk, Roy / Perrot, Dominique

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-171972

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

DRITTE WELT UND INTERNATIONALE ENTWICKLUNGSZUSAMMENARBEIT

TIERS MONDE ET COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Berichterstatter/Rapporteurs:
Roy Preiswerk, Dominique Perrot

Avec le mouvement de décolonisation, qui a pris son plein essor au début des années 60, de nombreux chercheurs se sont penchés sur les problèmes que posent l'indépendance des nouveaux Etats et la place que ceux-ci assument aussi bien dans les situations conflictuelles que dans les rapports de coopération internationale. Notons que les études portant uniquement sur l'évolution interne de ces Etats ne sont pas inclues dans notre énumération, de même que les nombreux travaux d'ordre plus strictement économique.[1]

I. Les relations Suisse-Tiers Monde

Le débat autour du rôle de la Suisse dans les rapports que les pays industrialisés entretiennent avec le Tiers Monde a été particulièrement animé ces dernières années sous l'impulsion des églises, des oeuvres privées d'entraide et des groupes d'action créés par les étudiants. Deux documents, qui relèvent moins d'une recherche que d'une confrontation de points de vue, sont particulièrement significatifs. Le premier, édité par *Hans Schmocker* et *Michael Traber,* est le résultat de l'importante Conférence interconfessionnelle Suisse- Tiers Monde qui s'est déroulée au cours de deux weekends, dans la salle du Conseil national, au mois de novembre 1970.[2] *Hans-Balz Peter* a dressé l'inventaire des questions soulevées à l'occasion de cette Conférence qui attendent toujours qu'une suite leur soit donnée.[3] Le deuxième document paru en 1975, est le fruit du travail

1 Voir l'inventaire dressé par Hans-Balz Peter, *Le développement: où en est la recherche en Suisse? (= Etudes et rapports de l'Institut d'éthique sociale,* No 9/10), Berne et Lausanne 1974 et *Bibliographische Dokumentation: Schweiz–Dritte Welt,* Institut für Sozialethik des SEK, Bern 1975.

2 Hans Schmocker und Michael Traber, *Schweiz–Dritte Welt – Berichte und Dokumente der Interkonfessionnellen Konferenz in Bern,* Freiburg 1971.

3 Hans-Balz Peter, *Questions soulevées à la suite de la Conférence interconfessionnelle Suisse–Tiers Monde 1970 (= Etudes et rapports de l'Institut d'éthique sociale,* No 1), Berne et Lausanne 1971.

d'une Commission créée par les oeuvres d'entraide privées. Il propose des alternatives à la politique officielle et dénonce notamment les contradictions qui résultent de conflits d'intérêts entre l'industrie privée et l'aide financière bilatérale d'une part, la coopération technique gouvernementale ou privée d'autre part.[4]

Un ouvrage collectif édité par *R. Büchi* et *K. Matter* examine également l'ensemble des relations Suisse-Tiers Monde en démontrant la place que la Suisse assume dans les rapports internationaux d'inégalité et de dépendance. Le principe de rentabilité qualifierait bien mieux ces rapports que celui, plus officiel, de solidarité.[5]

Autre document collectif, édité par *J. Campiche, C. Lalive d'Epinay* et *E. Zimmermann,* le compte-rendu du Congrès de l'Association suisse des sociologues de la religion, tenu en 1974 à Delémont, redéfinit l'engagement des églises pour un ordre international plus juste et une solidarité plus sincère avec les pays pauvres. Les églises poursuivent, ou accentuent même, le rôle politique qu'elles ont à jouer dans les pays riches et qui leur vaut souvent de sévères critiques. En même temps, l'engagement des églises dans les pays pauvres se transforme sous la pression de situations politiques changeantes.[6] Signalons à ce propos la recherche menée par *Bettina Hürni* sur l'action en matière de développement poursuivie, non pas par les églises suisses, mais par un important organisme situé dans notre pays: le Conseil oecuménique des églises.[7]

L'ouvrage de *Peter Hammer* sur la politique suisse en matière de développement examine en particulier la constitutionnalité de cette politique. Il dresse cependant aussi un tableau général des mesures prises par la Suisse dans ses rapports avec les pays sous-développés et les organismes internationaux de coopération. Cette étude paraît précisément au moment où la question des fondements constitutionnels ou légaux de l'action de la Suisse en matière de développement soulève d'âpres discussions au sein du Parlement fédéral et de l'opinion publique.[8]

Peu de recherches ont été faites sur le processus de décision en matière de coopération. Une étude empirique de *Hans Vogel* montre, pour la période 1962–72, que les critères d'attribution de crédits ne dérivent pas d'une con-

4 Commission des organisations suisses de coopération au développement, *Maldéveloppement: Suisse–Monde,* Genève 1975. Version allemande: *Entwicklungsland Welt – Entwicklungsland Schweiz,* Basel 1975.

5 R. Büchi und K. Matter (Hrsg.), *Schweiz–Dritte Welt: Solidarität oder Rentabilität?*, Zürich 1973.

6 J. Campiche, C. Lalive d'Epinay et E. Zimmermann, *Eglises et développement solidaire (= Etudes et rapports de l'Institut d'éthique sociale,* No 12/13), Berne et Lausanne 1975.

7 Bettina Hürni, Der Beitrag des ökumenischen Rat der Kirchen zur Entwicklungsarbeit, thèse IUHEI, Genève 1973.

8 Peter Hammer, *Funktion und Verfassungsmässigkeit der schweizerischen Entwicklungspolitik,* Grenchen 1974.

ception claire de ce que représente le développement. Les choix s'opèrent en fonction de qualités qu'on croit pouvoir attribuer à des projets individuels. Leur rationalité se situerait donc au niveau micro-économique.[9]
Quant à l'investissement privé suisse dans les pays du Tiers Monde, on a longtemps affirmé qu'il ne concernait pas le domaine politique. *Roy Preiswerk* a dressé la liste des considérations politiques qui interviennent, au niveau de l'entreprise, lors de la décision d'investir. Il fait également l'inventaire des situations où la politique étrangère est au service de l'investissement privé, comme de celles où, au contraire, l'investissement privé se place au service de la politique étrangère.[10] Des économistes comme *Beat Kappeler* et *Rudolf Strahm* dégagent également une dimension politique de leur analyse des relations financières, publiques et privées, avec l'étranger.[11] Dans une étude encore en cours, *Gottfried Berweger* cherche à montrer notamment les confrontations auxquelles donne lieu, sur le plan de la politique intérieure suisse, l'investissement privé dans les pays du Tiers Monde.[12] Une étude de cas, concernant nos relations avec l'Afrique du sud, a été publiée par le *Centre Europe-Tiers Monde* en 1972. Bien que ce pays ne fasse pas partie du Tiers Monde, nos relations étroites avec lui, en tant que quatrième investisseur étranger, peuvent affecter notre image dans les pays hostiles au régime de l'apartheid. De toute manière, cette étude montre très clairement l'importance que les capitaux privés peuvent revêtir en tant que facteur politique, aussi bien dans le pays qui les exporte que dans celui qui les importe.[13]

II. Les fondements cognitifs: valeurs, concepts et images

Les relations avec les pays du Tiers Monde furent longtemps dominés par le pragmatisme: transfert de capitaux et de technologie, création d'usines, implantation de projets pilote etc. L'échec d'un grand nombre de ces efforts et la dimension angoissante que prennent les problèmes de la démographie, de la pauvreté, de l'inégalité croissante, de la faim et de la sous-alimentation, ou

9 Hans Vogel, *Die Verteilung der schweizerischen Entwicklungshilfe, 1962–1972 (= Kleine Studien zur politischen Wissenschaft,* Nr. 4), Zürich 1972.

10 Roy Preiswerk, "L'Etat et l'investissement privé à l'étranger", in: Institut universitaire de Hautes Etudes internationales, *Les investissements privés suisses dans le Tiers Monde,* Genève 1971.

11 Die Erklärung von Bern, *Schweizer Kapital und Dritte Welt,* Zürich 1974.

12 Gottfried Berweger, *Legitimationsprobleme schweizerischer Entwicklungspolitik am Beispiel der schweizerischen Privatinvestitionen in Entwicklungsländern,* thèse en préparation, St. Gall.

13 Centre Europe–Tiers Monde, *Suisse–Afrique du sud: Relations économiques et politiques,* Genève 1972. En 1974, le CETIM a fait paraître une version abrégée et revisée en allemand sous le titre: *Schweiz–Südafrika, Ende des Dialogs? Ein Beitrag zur Auseinandersetzung um die schweizerische Verantwortung am Rassismus in Südafrika.*

encore de l'épuisement des ressources, obligent aujourd'hui à repenser les fondements mêmes sur lesquels l'action repose.
Quelques chercheurs ayant ressenti ce malaise ont réagi par des tentatives de dépasser les limites étroites de leur domaine de spécialisation. On notera en particulier les travaux importants du sociologue *Peter Heintz* qui place les problèmes du développement dans une vaste analyse des structures sociales internationales.[14] Parmi les économistes, *Bruno Fritsch*[15] et *K. W. Kapp*[16] dépassent les limites de l'économisme pour introduire la dimension socio-politique dans leurs analyses.
En ce qui concerne la coopération internationale pour le développement, *Roy Preiswerk* a tenté de décrire celle-ci comme la phase contemporaine d'une rencontre de cultures, ou d'un choc de civilisations, qui dure depuis cinq siècles. Elle met en présence des peuples de mentalités différentes, ayant des aspirations, des valeurs et des conceptions du changement social souvent opposées. En dernière analyse, les fondements épistémologiques du savoir qui est à la base de l'action poursuivie dans le Tiers Monde doivent être réexaminés. C'est ainsi que peuvent naître de nouveaux modèles de développement et de nouvelles stratégies de coopération.[17] Deux recherches en cours, celle de *Jacques Grinevald* sur le rôle idéologique de la science et de la technologie dans la coopération pour le développement,[18] et celle de *Albert Stahel* sur le système de valeurs sous-jacent à la politique de développement des Nations unies vont dans ce sens.[19] Deux autres recherches du même type sont encore à l'état de projet: *Jürg Gabriel* se propose d'étudier le rôle du savoir, réel ou présumé, chez les divers partenaires de la coopération, dans la réalisation de projets.[20] *Gilbert Rist*, de son côté, examinera le savoir propagé par les organismes suisses de coopération dans le cadre du travail d'information qu'elles font dans le public, notamment à l'occasion de collectes.[21]

14 Voir notamment Peter et Suzanne Heintz, The Future of Development, Bern 1973; et Peter Heintz, "Code für Information über die Sozialstruktur der Welt", in: *Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft* Bd. 14 (1974), S. 25–41.

15 P. ex. de Bruno Fritsch, *Die Vierte Welt: Modell einer neuen Wirklichkeit*, Stuttgart 1970.

16 P. ex. de K. W. Kapp, l'ouvrage le plus récent, *Environmental Policies and Development Planning in China and other Essays*, Paris 1974.

17 Roy Preiswerk, *Entwicklungshilfe als Kulturbegegnung*, Freiburg 1972; et „Wahrnehmung und Wirklichkeit: Was sieht der Experte im Einsatz? " in: Kulessa-Leuenberger, *Basisinformation für Entwicklungshelfer*, Zürich 1974.

18 Jacques Grinevald, *Science et développement dans la doctrine internationale. Une approche socio-épistémologique*, thèse en préparation, Faculté de droit, Genève.

19 Albert Stahel *A Value Analysis Approach to United Nations Development Policy*, thèse en préparation, IUHEI, Genève.

20 Jürg Gabriel, *Wissen und Unwissen in der technischen Zusammenarbeit*, texte en préparation pour le Congrès de l'ASSP, 1975.

21 Gilbert Rist, *Les institutions bénévoles d'aide du Tiers Monde en Suisse: leur philosophie et leur pratique*, thèse en préparation, IUHEI, Genève.

L'ethnocentrisme affectif et cognitif qui caractérise les images que les peuples peuvent avoir d'eux-mêmes et des autres fait l'objet d'une série d'analyses de contenu qualitatives. Les sources examinées sont très variées. *Roy Preiswerk* et *Dominique Perrot* ont choisi une trentaine de manuels d'histoire utilisés dans huit pays européens et africains différents. [22] *Setsuko Ono* décrit l'image que les lecteurs occidentaux peuvent se faire du Japon à travers l'oeuvre littéraire de Hearn et Loti [23]. S'appuyant sur une soixantaine de romans d'auteurs nigérians et ghanéens, *Sibusiso Bengu* tente de décrire la crise d'identité culturelle que traverse la jeune génération africaine, arrachée à sa tradition et aliénée d'elle-même par la "modernité". [24] Tout autre est l'approche de *Philippe Morrisse* qui se place au niveau d'une enquête de terrain pour déterminer l'identité culturelle que cherche à se donner le peuple kurde. [25] Notons que dans les quatre cas, les auteurs ne se contentent pas d'une description d'images mentales. Chacun cherche, au moins au niveau de l'hypothèse, à utiliser ces images comme facteur d'explication du comportement des acteurs sur la scène internationale. Que ce soit le rapport entre les théories évolutionnistes sous-jacentes à l'histoire offerte par les manuels et l'action des "développeurs" d'aujourd'hui (planificateurs, experts etc.), ou celui entre l'image d'un Japon faible et les erreurs politiques commises par les Russes (1904/05) et les Américains (1941), il y a certainement moyen de lier image et action. L'ouvrage de Bengu facilite la compréhension du comportement des Etats africains sur la scène internationale, comme les travaux de Morisse permettent de saisir les raisons d'être de la lutte pour l'autonomie kurde.

L'image de l'Afrique en Europe, qui peut aider à la compréhension des relations contemporaines entre les deux continents, fait l'objet de deux recherches. *Manfred Paeffgen* a scruté toutes les sources possibles pour découvrir l'image de l'Afrique en Allemagne (débats parlementaires, documents gouvernementaux, manuels scolaires, presse, radio, sondages d'opinion). [26] Ce travail est de nature purement descriptive. En revanche, *Jean-François Bürki* développe la problématique de l'ethnocentrisme au niveau conceptuel, en liaison avec une analyse de contenu de trois grands quotidiens européens. [27]

Dans la formation des images, l'éducation joue certainement un rôle important, comme le montre déjà l'étude sur les manuels scolaires. Il est cependant néces-

22 Roy Preiswerk et Dominique Perrot, *Ethnocentrisme et Histoire: L'Afrique, L'Amérique indienne et l'Asie dans les manuels occidentaux*, Paris 1975.

23 Setsuko Ono, *A Western Image of Japan: What Did the West See through the Eyes of Loti and Hearn?*, thèse IUHEI, Genève 1972.

24 Sibusiso Bengu, *African Cultural Identity and International Relations: Analysis of Ghanaian and Nigerian Sources, 1958–1974*, thèse IUHEI, sous presse.

25 Philippe Morisse, *La naissance du sentiment national au Kurdistan: Essai d'anthropologie politique*, thèse en préparation, IUHEI, Genève.

26 Manfred Paeffgen, *Das Bild Schwarz-Afrikas in der öffentlichen Meinung der Bundesrepublik Deutschland 1949–1972*, thèse IUHEI, sous presse.

27 Jean-François Bürki, *Der Ethnozentrismus und das Afrikabild;* thèse en préparation, IUHEI, Genève.

saire de voir plus près ce qui se passe dans les écoles. *Regula Renschler* pour la Suisse alémanique [28] et *Dominique Perrot* pour la Suisse romande [29] ont fait des enquêtes auprès d'enseignants, de pédagogues et de fonctionnaires de l'instruction publique. Il en résulte que le Tiers Monde est peu touché dans l'enseignement, mais que des initiatives intéressantes sont prises par des enseignants isolés un peu partout dans le pays. L'étude de Pierre Luisoni explore l'attitude des suisses romands de vingt ans relativement au Tiers Monde, en tenant compte des composantes sociologiques des jeunes interrogés et de l'influence de l'école dans la constitution de leurs opinions. [30]
Quant à "l'état achevé" des images transmises par différents moyens de communication, rappelons pour mémoire les sondages d'opinion de *Gerhard Schmidtchen* et de *Daniel Frei/Henry Kerr* [31]. Il en ressort notamment que l'opinion suisse, comparée à celle d'autres pays européens, est relativement favorable à la coopération avec le Tiers Monde (1969) et que les peuples d'Afrique et d'Amérique du sud ne sont pas en queue du "palmarès" affectif établi par les jeunes Suisses (1972), même par rapport à certains peuples européens.

III. Politique étrangère des Etats

En politique étrangère, la sécurité nationale n'est pas simplement une notion objective mais relève d'une perception particulière de la "réalité". *Guat Hoon Khaw* analyse la façon dont la Malaisie est parvenue à diminuer les menaces perçues par elle: principalement le "danger du communisme international" qui n'a cessé d'aiguilloner ses efforts en vue d'une coopération régionale, d'une politique d'intégration avec Singapour, d'une recherche d'alliances possibles dans le but de promouvoir la stabilité dans la région. [32] C'est aussi le cadre régional (Golfe persique) qui est choisi par *Parnian Djalali* dans son analyse des relations irano-arabes. L'Iran ayant accédé au rang de puissance, a-t-il réussi ou échoué à utiliser le cadre, non seulement régional mais mondial, pour augmenter son propre pouvoir et son indépendance d'action, telle est la question à laquelle il est tenté de répondre ici. [33] La politique étrangère de l'Inde sous Nehru, ou plus

28 Regula Renschler, *Erziehung zur Solidarität: Schule und Dritte Welt in der deutschen Schweiz*, Basel 1973.

29 R. Ettlin, D. Perrot, R. Preiswerk et R. Renschler, *"Education pour le développement en Suisse"*, Genève 1973. Cf. également R. Preiswerk, "Erzieht unsere Schule zur Solidarität? ", in: *NZ am Wochenende*, 22. März 1975.

30 Pierre Luisoni, *Les Jeunes suisses romands de vingt ans face au Tiers Monde – Leur attitude psychologique, l'influence de l'école*, Mémoire de licence, Fribourg 1973.

31 Voir la section sur la politique étrangère suisse, dans ce même chapitre, notes 18 et 19.

32 Guat Hoon Khaw, *Malaysian Policies in South East Asia, 1957–1970: the Search for Security*, thèse en préparation, IUHEI, Genève.

33 Parnian Djalali, *Irano-Arab Relations in the Persian Gulf: 1945–1972*, thèse en préparation, IUHEI, Genève.

précisément les causes sous-tendant l'option de non-alignement de ce pays, fournit l'occasion à *A. P. Rana* de développer le concept de 'culture politique'. Nehru tentera de modeler sa politique étrangère en harmonie à la fois avec l'ancienne culture politique hindoue et avec les nouvelles influences dérivées du changement social en Inde, tout en tenant compte de l'impact britannique. [34]
Quel fut de rôle du Nigéria, pays le plus grand d'Afrique et aux ressources importantes, dans le mouvement d'unification africaine entre 1960–1973, tel est le thème que se propose de traiter *I. Okochi.* L'unité africaine est envisagée ici comme une union organique possédant un gouvernement supranational, la somme des activités et efforts tendant vers sa réalisation constituant le Mouvement d'unification africaine. [35] Dans son ouvrage, en revanche, *Frank Taylor* choisit d'examiner l'influence d'un facteur structurel interne, à savoir le mode de production du système de plantation à Cuba, sur les relations extérieures qu'entretient cet Etat. Un des paradoxes de la situation cubaine réside dans le rejet initial de la monoculture sucrière par Fidel Castro en tant que facteur de dépendance, suivi de l'établissement à partir de 1964 d'une économie précisément basée sur la canne à sucre. L'analyse de l'impact de cette volte-face sur Cuba, compte tenu de la logique interne d'un système de plantation par opposition à celle d'autres systèmes d'agriculture, sert à mettre en lumière sa politique étrangère depuis la deuxième guerre mondiale. [36] Un autre pays des Caraibes, la Guyane, se prête particulièrement bien à une étude de politique étrangère. *Henry Gill* tente de montrer comment le seul Etat anglophone situé sur le continent sud-américain s'efforce de mener une politique particulièrement active sur le plan extérieur. Cela tient en partie à des facteurs externes (le conflit de frontière avec le Vénézuela, la crainte de l'isolement dans un univers luso-hispanique, une affinité culturelle avec les Antilles, les ressources importantes en bauxite), mais il y a surtout une considération d'ordre interne à retenir: la présence d'une opposition marxiste vigoureuse. Le régime actuel, une fois n'est pas coutume, n'a pas répondu à cette pression en virant vers la répresssion, mais en inventant un modèle de société susceptible d'attirer les partisans d'options politiques différentes: la République coopérative. [37]
Dans le cas de la Zambie, il s'agit au contraire surtout d'une situation *externe*, celle de l'Afrique australe, qui a marqué son destin politique et socio-économique pendant les 10 dernières années. *Gérard de Rahm* tente de montrer comment la nécessité de se libérer par rapport à ces contingences, et en particulier face à la situation d'urgence créée par la déclaration unilatérale d'indépendance

34 A. P. Rana, *A Framework for the Analysis of India's Foreign Policy Strategy in the Nehru Period,* thèse en préparation, IUHEI, Genève.

35 I. Okochi, *Nigeria's African Policy: A Study of Nigeria's Role in the African Unification Movement, 1960–1973,* thèse en préparation, IUHEI, Genève.

36 Frank F. Taylor, *Cuba and the International Environment: A Study in the Plantation System and Foreign Policy,* thèse en préparation, IUHEI, Genève.

37 Henry Gill, *Guyana: A Study of Foreign Policy in the Commonwealth Caribbean, 1965–1974,* thèse en préparation, IUHEI, Genève.

de la Rhodésie en 1965, a orienté les dirigeants zambiens vers un "type de capitalisme d'Etat à tendance socialisante". Pour l'auteur, il faudrait maintenant que la Zambie clarifie ses options qui, si elles sont anti-impérialistes quand il s'agit de sa participation aux travaux de l'OUA ou des pays non-alignés, restent flottantes au niveau interne. La doctrine officielle est celle d'un socialisme et d'un humanisme cencés être spécifiquement zambiens, mais la réalité est encore celle d'une économie dominée par le cuivre, lui-même exploité avec la participation de trusts sud-africains et américains et vendu sur le marché mondial. Le développement d'un marché interne auquel auraient accès les masses rurales par le circuit monétaire dont elles sont pour le moment pratiquement exclues, les possibilités d'une coopération régionale économique, la diversification de l'économie, sont autant de questions sur lesquelles la Zambie aura à se déterminer dans les années à venir. [38]

IV. Régionalisme

Beaucoup de recherches ont été faites sur l'intégration en Amérique centrale. L'intérêt de celle d'*Isaac Cohen Orantes* réside en particulier en l'analyse poursuivie du rôle des technocrates ou "tecnicos" dans le processus d'intégration. Il reprend la théorie néo-fonctionaliste, telle qu'elle fut développée notamment par Haas et Schmitter, et met à l'épreuve l'hypothèse du "spill over" appliquée à l'Amérique centrale. Les "tecnicos" parviendraient-ils, à travers l'implantation de solutions requérant, du fait de leur extension, un degré croissant d'autorité et d'autonomie, à faire déboucher l'intégration purement économique au départ sur une politisation à l'échelle régionale? D'un examen des vues des théoriciens néofonctionalistes et de la pratique des technocrates, Orantes tente de démontrer quelles furent, pour l'Amérique centrale, pendant la période 1950–1968, les limitations de l'option réformiste elle-même inscrite dans le mécanisme d'intégration. [39]

De la problématique de l'intégration, il en est encore question dans l'étude rédigée par *Dusan Sidjanski* à la demande de la CNUCED. L'accent est mis sur l'analyse et la comparaison des structures institutionnelles, du fonctionnement et des processus de décisions dans certains groupements d'intégration régionale entre pays en voie de développement. L'objet est d'évaluer le rôle *des institutions* dans le processus d'intégration en Afrique, en Amérique Latine et en Asie. [40] Dans ce domaine toujours, relevons une étude de cas portant sur la coopération régionale en matière industrielle dans l'Union douanière et écono-

38 Gérard de Rahm, *La politique étrangère de la République de Zambie,* thèse en préparation, Université de Lausanne.

39 Isaac Cohen Orantes, *Central American Integration, 1950–1968,* thèse IUHEI, Genève 1972.

40 Dusan Sidjanski, *Problèmes actuels d'intégration économique: Le rôle des institutions dans l'intégration régionale entre pays en voie de développement.* (TD/B/422), Nations Unies, New York, 1973.

mique d'Afrique centrale. Automatiquement se pose la question: succès ou échec? La réponse, prévisible dans le cas d'une forme d'association économique entre pays sous-développés, consiste en une tentative d'explication des raisons d'un relatif échec face aux aspirations initiales soustendant le projet. Ainsi *Victor Shingiro* admet, vu l'inégalité du développement économique des pays membres, que la solidarité commanderait précisément l'abandon pour certains produits des règles de libéralisation des échanges. Dans une situation d'inégalité, la domination économique se trouve consolidée par l'union douanière.[41]

Renversant la vapeur, *Pamela Alleyne* fait de ce problème l'objectif primordial de sa thèse. L'intégration n'est dès lors plus considérée au premier chef, comme d'intérêt économique ou institutionnel, mais politique. Plus précisément, elle se propose d'étudier l'impact politique de l'inégalité économique de partenaires (CARICOM, LAFTA, CACM) qui cherchent l'intégration mais se trouvent en désaccord sur la distribution équitable des bénéfices découlant de ce processus. Se repose alors la problème de la réciprocité formelle, dont les pays moins développés prennent ombrage et de la réciprocité réelle qui, elle, assurerait à chaque partenaire des bénéfices proportionnels aux concessions faites.[42] Pour de très petits Etats, comme ceux des Caraïbes, la recherche de mécanismes susceptibles d'assurer une coopération régionale minimum a toujours occupé une place importante dans les préoccupations des dirigeants. Les efforts de ces Etats en vue de se doter de tels mécanismes sont minutieusement retracés d'un point de vue historique par *Yereth Kahn Knowles.* Le bilan du mouvement est assez maigre du fait entre autres du phénomène, analysé chez Alleyne, de polarisation externe au profit des plus grandes îles et de la méfiance ou indifférence de la part de la masse à l'égard d'un mouvement n'étant pas issu d'elle mais des élites au pouvoir.[43]

Ces différents efforts de coopération régionale s'intègrent à leur tour dans le cadre de groupements plus vastes où les problèmes rencontrés au niveau d'une région se retrouvent à l'échelon supérieur, là où se forgent des raisons de solidarité et d'antagonismes d'un autre ordre. Ainsi du groupe latino-américain au sein du groupe des '77', ce dernier se faisant entendre au niveau (supérieur quant au nombre des partenaires) de la CNUCED. *Gloria Koch,* analyse le processus de décision et ses conséquences à ces différents niveaux (régional, groupe des '77', CNUCED). Il s'agit pour l'auteur de déterminer le rôle général et le poids du groupe latino-américain d'un point de vue du leadership, de l'idéologie et des résultats concrets dans le domaine du commerce et du développement.[44]

41 Victor Shingiro, *La coopération régionale en matière industrielle: l'exemple de l'UDEAC et ses leçons,* Mémoire de diplôme, IUHEI, Genève 1972.

42 Pamela M. Alleyne, *The Less Developed Countries in Regional Economic Integration Schemes: LAFTA, CACM, CARIFTA,* thèse en préparation, IUHEI, Genève.

43 Yereth Kahn Knowles, *Beyond the Caribbean States: A History of Regional Cooperation in the Commonwealth Caribbean,* thèse IUHEI, Genève 1972.

44 Gloria Veronica Koch, *The Latin American Group and the United Nations Conference on Trade and Development: 1964–1968,* thèse en préparation, IUHEI, Genève.

Inversément dans l'étude de cas de *Domenico Mazzeo*, l'accent est mis sur le rôle des organisations internationales relativement au développement régional au sein de la Communauté de l'Afrique de l'est. Cette évaluation est faite en considérant la cohérence entre le but que se proposaient les organisations internationales face au développement régional et les actions prises conformément à ce but, en d'autres termes leur contribution au niveau idéologique, institutionnel, technique et financier.[45]

Le thème du régionalisme sous sa forme plus spécifiquement politique est à retrouver chez *Raouf Abdel El Sayed* dans sa thèse sur les motivations de l'action des grandes puissances dans l'organisation de la défense au Moyen-Orient. Les divers antagonismes et la crystallisation de nouvelles alliances en tant que conséquence à cette action engendrent des résultats assez paradoxaux découlant du pacte de Bahgdad lui-même. El Sayed est de l'avis que ce sont les membres régionaux qui, dans cette sorte de jeu qu'était le Pacte, eurent le dernier mot. Ils obtinrent des profits de la part de la Grande Bretagne et des Etats-Unis en tant que leurs alliés, puis plus tard de l'Union soviétique comme récompense de leur désengagement.[46]

Au niveau régional africain, deux ouvrages sont finalement à mentionner, celui de *P. Kiven Tunteng* sur l'influence respective d'une idéologie politique et d'une idéologie raciale dans la lutte nationaliste du Ghana, soit le pan-africanisme et le pannégroisme. Il est donné ici une importance particulière au rôle de K. Nkrumah qui finit par opter en faveur du pan-africanisme, le personnage étant lui-même intégré par l'auteur dans le contexte socio-historique du moment.[47] *Issa Diallo*, quant à lui, s'attaque, au problème latent dans la plupart des Etats africains, celui des réfugiés. Il expose les efforts entrepris par les dirigeants africains sur le plan institutionnel et sur le plan de l'assistance matérielle. Le premier fondement du Droit d'asile en Afrique étant l'article 2 de la convention régionale mise en vigueur en 1973, son application effective constitue encore un point d'interrogation.[48]

V. Le rôle des grandes puissances

Il semble que ce soit le rôle des grandes puissances *communistes* dans leurs relations avec des pays extra-occidentaux qui aient surtout intéressé les chercheurs. Cette activité, que ce soit celle de l'Union soviétique ou de la Chine, s'exerce de manière directe ou par l'intermédiaire d'organisations internationales

45 Domenico Mazzeo, *International Organizations and Regional Development within the East African Community, 1960–1970*, thèse IUHEI, sous presse.

46 Raouf Abdel El Sayed, *The Baghdad Pact in World Politics*, thèse IUHEI, Genève 1971.

47 P. Kiven Tunteng, *A Critical Evaluation of the Role Played by Kwame Nkrumah in the Divorce of Pan-Africanism from Pan-Negroism*, thèse IUHEI, sous presse.

48 Issa Ben Yacine Diallo, *Les réfugiés en Afrique: Cadre régional et international de règlement*, thèse IUHEI, Genève 1974.

et de groupements régionaux. Ainsi l'Afro-Asian Peoples' Solidarity Organization, établie en 1958, constitua pendant quelques années un important instrument pour la Chine dans l'accomplissement de ses objectifs dans le monde afro-asiatique. *Omar Ali Amer* décrit le climat présidant à l'émergence de l'organisation, les rapports sino-soviétiques en son sein, l'accueil réservé au modèle de révolution chinois dans le contexte d'une extension des mouvements de libération nationale, et le déclin du crédit chinois, notamment en Afrique à partir de 1965–66. D'instrument de politique étrangère pour la Chine, l'AAPSO devint, surtout lors de la 5ème conférence tenue à Nicosie en 1967, un forum d'opposition véhémente contre ce pays. [49]

Une région, le Proche-Orient, une période, 1954–1964, sont choisies par *Maurice Elias Georgi* dans son analyse de la politique soviétique pendant cette décade qui vit la montée de Khrouchtchev et celle de Nasser. L'intervention soviétique est systématiquement étudiée à propos des crises et des événements survenus sur la scène proche-orientale. [50] Effectivement, après la seconde guerre mondiale, l'URSS a progressivement attaché plus d'importance à des régions du monde qui, auparavant, étaient éclipsées par ses intérêts prédominants en Europe. Il en fut ainsi pour l'Asie, comme le montre *Harish Kapur* dans son ouvrage qui s'attache principalement au cas de l'Inde en relation avec la nouvelle stratégie soviétique. L'Inde, par sa taille, sa population, sa situation stratégique, son rôle international est devenue une des principales cibles de la politique soviétique en Asie. Naturellement les relations s'instaurant entre ces deux puissances s'inscrivent à l'intérieur du fonctionnement d'un sous-système asiatique. [51] Dnas un second essai, le même auteur examine le triangle Pékin, Moscou, New Dehli en tant que réseau de confrontations susceptible de servir de test à une théorie plus générale sur la concurrence des grandes puissances dans le Tiers Monde, donc sur la lutte que se livrent, à ce niveau-là, les géants entre eux. [52]

VI. Relations transnationales

Dans cette section ont été retenues des recherches axées sur l'analyse d'acteurs non-gouvernementaux dont l'action a un intérêt dépassant le cadre strictement national. Ainsi des études de *Luis Carlos Nunes* et de *Jeffrey Harrod* sur le syndicalisme. Le premier se penche sur le problème de la spécificité du syndicalisme africain par rapport aux mouvements syndicalistes occidentaux, mais

49 Omar Ali Amer, *China and the Afro-Asian Peoples' Solidarity Organization, 1958–1967,* thèse IUHEI, Genève 1972.

50 Maurice Elias Georgi, *L'URSS et le Proche-Orient arabe: Analyse des relations entre l'URSS et les Etats arabes du Proche-Orient entre 1954 et 1964,* thèse en préparation, Université de Lausanne.

51 Harish Kapur, *The Soviet Union and the Emerging Nations,* IUHEI, Genève 1972.

52 Harish Kapur, *The Embattled Triangle: Moscow–Peking–New Delhi,* IUHEI, Genève 1973.

aussi sur les spécificités africaines entre elles. Nunes estime que les syndicats en Afrique ont ceci d'original qu'ils débordent le cadre étroit des revendications corporatistes pour s'appuyer sur des forces plus larges se réclamant du *socialisme africain.* Reconnaissant l'ambiguïté du concept mais aussi l'existence d'un sentiment très fort auquel les doctrinaires seront appelés à donner forme plus concrète, l'auteur conclut que les syndicats africains contribuent à la construction nationale dans un esprit déterminé à refuser ce qui, dans le mythe du développement à l'occidentale, est nuisible aux valeurs traditionnelles africaines. [53] *Jeffrey Harrod,* prenant pour exemple les syndicats britanniques et américains, en examine la nature et les objectifs dans le cadre de leur engagement dans le mouvement syndical de la Jamaïque. L'étude débouche sur un schéma en vue de l'analyse de la pénétration, par des acteurs nongouvernementaux, de sociétés à un niveau de développement économique moins élevé. [54]
L'action du Comité International de la Croix Rouge face à la tentative de sécession du Biafra entraine *Thierry Hentsch* à s'en servir, pour son analyse, comme révélateur de la nécessité d'une remise en question des objectifs, des méthodes et des limites au sein même du CICR. En effet, l'action ou les hésitations de ce dernier lui ont valu des critiques parfois extrêmement graves, en particulier lorsqu'en septembre 1968, le Comité décide, en dépit du désaccord entre les deux parties, de poursuivre ses vols de nuit en direction du Biafra. Il s'agit ici d'une évaluation dans des circonstances particulières de l'action du CICR évoluant "dans les limbes du droit qu'il contribue à créer" (p. 129). [55]

VII. Conclusions

Le Tiers Monde et la coopération internationale pour le développement, comme l'indique cet inventaire, suscitent un intérêt considérable dans les sciences politiques. On constate une forte concentration des recherches à Genève, mais les travaux se font de plus en plus nombreux à St. Gall, Lausanne et Zurich.
Sans aucune coordination préalable, les chercheurs travaillant en Suisse ont réalisé une certaine cohésion dans leur démarche, et ceci à deux égards. En ce qui concerne le choix des thèmes, nous pouvons constater une nette préférence pour l'étude des fondements cognitifs des relations entre pays industrialisés et pays du Tiers Monde, de même que pour l'analyse des rapports que la Suisse entretient avec ces derniers. La politique étrangère des Etats du Tiers Monde, ainsi que les problèmes de l'intégration régionale entre ces pays donnent également lieu à une

53 Luis Carlos Nunes, *La participation du syndicalisme à la construction nationale en Afrique: Exemples du Sénégal, Mali et Côte d'Ivoire,* thèse IUHEI, Genève 1972.
54 Jeffrey Harrod, *Trade Union Foreign Policy: A Study of British and American Trade Union Activities in Jamaica,* thèse IUHEI, Genève 1972.
55 Thierry Hentsch, *Face au blocus: Histoire de l'intervention du Comité International de la Croix-Rouge dans le conflit du Nigéria,* thèse IUHEI, Genève, 1973.

serie de recherches. Mais outre le choix des thèmes, c'est le choix des méthodes qui fait ressortir une certaine cohérence. A quelques exceptions près, les chercheurs manifestent une prédilection pour les approches qualitatives et l'étude de cas. Ils ne s'appuyent que rarement sur les théories des relations internationales élaborées au cours des 20 dernières années. Les tentatives de formalisation poussée sont généralement l'oeuvre d'auteurs qui se réclament de disciplines autres que la science politique (p. ex. Peter Heintz). Notons que nous ne voulons pas, par cette constatation, mettre en doute la valeur et la qualité des travaux accomplis. Le problème est plutôt de savoir, si la démarche suivie par la majorité des chercheurs permet de réaliser la connaissance cumulative, c'est-à-dire l'utilisation dans les recherches actuelles, des connaissances déjà élaborées. Idéalement parlant, un chercheur se mettant au travail aujourd'hui devrait pouvoir poursuivre sur la lancée des chercheurs précédents. Or, au contraire, de nombreuses études de cas ne représentent qu'une juxtaposition de savoir, dont personne ne se sert réellement en vue de l'élaboration ou du perfectionnement de cadres analytiques susceptibles d'embrasser des champs empiriques plus vastes.

Quant à l'avenir, il est probable que l'intérêt pour ces questions ne fléchira pas. L'opinion publique, dans plusieurs pays industrialisés, est moins disposée aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 15 ans à souscrire au financement de la coopération. Elle affiche même un certain mépris à l'égard du Tiers Monde. Les gouvernements et les responsables de la recherche ne peuvent cependant pas se permettre d'ignorer les énormes problèmes auxquels leurs sociétés devront faire face au cours des décennies à venir. Car les théâtres de l'action et les lieux de transformation des rapports internationaux se situent de plus en plus dans le Tiers Monde, même si les centres de décision sont à l'extérieur.

Face à cette situation, la science politique doit s'ouvrir à la recherche d'une certaine totalité dans l'appréhension, aussi imparfaite soit-elle, des nouveaux rapports internationaux. Elle doit devenir, ou redevenir (mais au-delà de l'ancienne formule des "sciences politiques"), une "science de synthèse", d'après la typologie de Maurice Duverger, donc une discipline intégratrice autour de concepts qui lui sont propres de la connaissance éparpillée dans divers domaines de spécialisation. Le politologue doit savoir apprécier l'apport fondamental que représente le savoir élaboré par ceux qui étudient les problèmes de demain: la détérioration de l'environnement, l'explosion démographique, la faim et la malnutrition, l'épuisement des ressources naturelles et énergétiques. Il doit savoir mesurer également la signification de la diversité des cultures dans le monde et le besoin qu'a l'homme de réaliser un bien-être non seulement matériel, mais psychique.

Face au savoir compartimenté qui résulte des démarches scientifiques dominantes dans les pays industrialisés, le politologue ne doit pas craindre de faire ressortir à tout moment la dimension politique des analyses proposées et des option possibles. En effet, quelques uns des documents reflétant 25 à 50 prochaines années, montrent une grande pudeur devant les implications politiques

de leurs analyses et de leurs recommandations ou "prophéties". [56] Cela ne peut mener qu'à de nouveaux blocages au niveau de l'action. L'ensemble des problèmes aujourd'hui soulevés quant à l'avenir, que ce soit dans les sciences de la nature ou dans les sciences de l'homme, doivent être rendus intelligibles dans leur contexte politique, c'est-à-dire intégrés dans une analyse des rapports de force internationaux et internes, de la confrontation des intérêts en cause, et des facteurs structurels s'opposant à une adaptation des sociétés contemporaines aux défis qui leur sont lancés.

56 Pour un exemple frappant, voir le 2e Rapport au Club de Rome: Mesarovic et Pestel, *Stratégie pour demain,* Paris 1974.